

AVANT-PROPOS

**L'œuvre de Gilbert Ziebura : une « pépinière »
académique dans le domaine de la recherche
allemande sur la France**

Ingo Kolboom¹

Comment expliquer au lecteur qui ignore peut-être tout de Gilbert Ziebura la nécessité de publier aujourd'hui en français cet ouvrage paru en Allemagne il y a quinze ans ? Pour y parvenir, permettez-moi d'abord de faire quelques remarques personnelles sur l'ambiance qui régnait parmi nous, *jeunes* « Allemands de l'Ouest », qui fûmes les témoins privilégiés, au début des années 1960, de la politique de réconciliation menée activement par Konrad Adenauer et Charles de Gaulle. Notre « socialisation » franco-allemande, nous la devions avant tout à la visite de K. Adenauer en France au cours de l'été 1962, couronnée par la messe célébrée dans la cathédrale de Reims en présence du chancelier et du président de la République, ainsi qu'au voyage du général de Gaulle en RFA à l'automne de la même année et au discours de Ludwigsbourg que ce dernier adressa directement à la « jeunesse allemande ». Si nous étions peut-être moins conscients de la portée politique de la signature du traité de l'Élysée lui-même, le 22 janvier 1963, nous profitâmes en revanche pleinement des rencontres et des

1. Ingo Kolboom est historien, politologue et romaniste. Professeur des universités, il a occupé la chaire d'études françaises et francophones de l'Université technique de Dresde de 1994 à 2012. Entre 1983 et 1994, il a dirigé les programmes « France » et « Relations franco-allemandes » de la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP) à Bonn. Il est professeur et chercheur associé d'histoire et de sciences politiques dans différentes universités francophones du Canada, ancien membre du Haut Conseil culturel franco-allemand et membre du Conseil de direction du Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) depuis 1984. Traduction de l'allemand : Hans Stark.

voyages en France rendus possibles par l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ), que le traité avait instauré. Le *Pariser Journal* de Georg Stefan Troller, diffusé par la chaîne de télévision allemande WDR, a nourri notre « nostalgie » de la France et éveillé notre curiosité. D'où mon choix, en 1968, d'étudier puis d'enseigner l'histoire et le français et de devenir un « Franco-Allemand ». J'espérais tout naturellement que mes études de français et de « romanistique » me permettraient d'acquérir le bagage intellectuel nécessaire pour comprendre la France et les relations franco-allemandes. Quelle ne fut donc pas ma déception lorsque je constatai, après deux semestres, que je n'avais rien appris sur ce pays – excepté dans le domaine de la littérature –, et même que mes connaissances de la civilisation française, au lieu de progresser, avaient fortement diminué ! Je décidai aussitôt de changer d'université et de poursuivre mes études à Paris. Les seuls ouvrages « scientifiques » de langue allemande consacrés à la France qui étaient alors en ma possession étaient *Französische Geschichte* (« L'Histoire de France ») du publiciste et écrivain Friedrich Sieburg que j'avais déjà lu au lycée, et *Frankreichkunde* (« La Civilisation française ») de Paul Hartig, un livre qui s'inscrivait certes dans la tradition humaniste allemande, mais qui fut en réalité largement dépassé dans les faits. Enfin, pendant mon service militaire qui précéda mon entrée à l'université, je parvins à faire l'acquisition d'un petit livre de l'inoubliable correspondant allemand à Paris, Ernst Weisenfeld, intitulé *De Gaulle sieht Europa. Reden und Erklärungen 1958-1966* (« De Gaulle et l'Europe. Discours et déclarations 1958-1966 »).

Aucun de ces ouvrages ne figurait sur aucune liste bibliographique des cours de romanistique et de français que je suivais dans mon pays. De même, l'enseignement de la romanistique en Allemagne ne faisait guère mention des ouvrages scientifiques traitant de l'histoire de France, de sa vie politique ou de l'évolution de sa société. Les relations franco-allemandes étaient totalement ignorées et le traité de l'Élysée passé sous silence. Bref, nous étions confrontés à une situation que l'on peut qualifier d'ignorance scientifiquement organisée et qui fut violemment dénoncée par Alfred Grosser dans un article intitulé « Versagen die Vermittler? Was Deutschland und Frankreich voneinander wissen² ». Publié dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* le 2 février 1973, cet article m'ouvrit littéralement les yeux sur le plan scientifique. Mais trois ans déjà auparavant, j'avais enfin pu satisfaire mon besoin de comprendre la France et les relations franco-allemandes d'un point de vue à la fois scientifique et empirique grâce à la découverte d'une

2. En français : « Les médiateurs échouent-ils ? Ce que l'Allemagne et la France savent l'une de l'autre ».

analyse globale traitant des relations franco-allemandes : l'ouvrage *Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945. Mythen und Realitäten*³ de Gilbert Ziebura, professeur de sciences politiques à l'Institut Otto-Suhr de l'Université libre de Berlin-Ouest. Précisons tout de suite qu'une deuxième édition⁴ entièrement révisée et actualisée par G. Ziebura a été publiée sous le même titre en 1997 ; c'est cette édition qui est aujourd'hui traduite en français et dont j'ai l'honneur de rédiger l'avant-propos.

Cet ouvrage de G. Ziebura fut pour moi une véritable « révélation », car il s'agissait pour les étudiants de la « génération 68 », intéressés par la France et les relations franco-allemandes d'après-guerre, du premier travail scientifique d'un politologue allemand ayant su sortir des sentiers battus et s'éloigner du discours franco-allemand convenu (axé sur la réconciliation). De plus, l'auteur s'est agréablement distancié à la fois de la francophobie atlantiste et antigauilliste de la droite et de la francophilie naïve et aveugle des « soixante-huitards » de gauche. S'inscrivant en faux contre toutes les thèses relatives à la France alors en vogue en Allemagne de l'Ouest, G. Ziebura s'est contenté de fournir un instrument de travail analytique permettant de comprendre l'essence de la relation franco-allemande et, par-dessus tout, les réalités politiques et économiques en France et en Allemagne. Attisant la curiosité du lecteur tout en le mettant en garde, la quatrième de couverture de l'ouvrage soulignait à l'époque que l'approche de l'auteur était doublement critique. L'objectif était d'abord de « démythifier » les rapports entre les deux pays et d'analyser « les forces profondes » qui les animent. Tous les conflits politiques et toutes les formes de coopération qui ont vu le jour depuis la fin de la guerre y sont sobrement analysés, sans complaisance, mais aussi sans pessimisme excessif. Dans un deuxième temps, l'objectif de l'auteur était de contribuer de façon mesurée et avec passion (Max Weber), mais sans aucune sentimentalité, à une meilleure connaissance réciproque et à l'émergence d'une volonté commune au service d'un engagement qui en vaut la peine.

Cette mise en garde – que G. Ziebura reprit dans sa préface – n'était pas dénuée de fondement, à en juger par l'accueil assez peu aimable que réservèrent à son livre ceux qui se prenaient pour les « éclaireurs moraux » de la réconciliation entre les deux pays et qui formaient alors une sorte d'establishment du franco-allemand. Dans son autobiographie⁵

3. Pfullingen, Neske, 1970. En français : « Les relations franco-allemandes depuis 1945. Mythes et réalités ».

4. G. Ziebura, *Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945. Mythen und Realitäten*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1997.

5. G. Ziebura, *Kritik der Realpolitik. Genese einer linksliberalen Vision der Weltgesellschaft*, Berlin, LIT-Verlag, 2009, p. 260.

parue en 2009, G. Ziebura rappelle qu'on lui reprocha à l'époque de relativiser la portée du traité de l'Élysée et de ne lui accorder qu'une importance très marginale. Il explique son approche en soulignant que son intention était de montrer que les deux pays n'avaient pas su exploiter toutes les opportunités inhérentes à leur coopération pour surmonter les problèmes qui se posaient alors. À ses yeux, les discours convenus, les satisfecit réciproques et la célébration des acquis ne suffisaient pas. Il souhaitait que les deux pays s'engagent en faveur d'un projet européen *commun*⁶.

Vidant le traité de l'Élysée de sa substance, le préambule que les députés allemands, divisés entre « atlantistes » proaméricains et « gaulistes » profrançais adoptèrent au moment de la ratification du traité en avril 1963, montre à l'évidence que G. Ziebura avait raison de se montrer sceptique. Le général de Gaulle était profondément déçu par l'attitude des responsables politiques allemands et considérait que le traité n'avait aucune valeur. Il disait notamment : « Les traités sont comme les jeunes filles et les roses ; ça dure ce que ça dure. Si le traité franco-allemand n'était pas appliqué, ce ne serait pas le premier dans l'histoire⁷ ! » En témoignèrent les longues années de stagnation, voire de régression des relations franco-allemandes à la suite de la démission de K. Adenauer à l'automne 1963, ainsi que les rapports très froids qu'entretenaient Willy Brandt et Georges Pompidou. L'ambiance qui régnait à l'époque était glaciale. Jeune lycéen au milieu des années 1960, je me suis attiré les foudres de mes camarades, qui étaient soit des « atlantistes convaincus » soit des « fédéralistes intégrationnistes », pour avoir osé rédiger, dans notre journal scolaire, un article sur la vision européenne de Charles de Gaulle et un plaidoyer en faveur de « l'Europe des Nations ». Afin d'avoir une idée du peu d'estime que les dirigeants d'alors avaient pour le traité de l'Élysée, aussi incroyable que cela puisse paraître aujourd'hui, il faut se plonger dans les témoignages de cette période. L'éminent historien et politologue Hans-Peter Schwarz⁸ (auteur d'une biographie de K. Adenauer) écrivait alors que la portée du traité franco-allemand ne pourrait être pleinement mesurée que dans les années 1970 et 1980. En 2003, à l'occasion d'une conférence consacrée au 40^e anniversaire du traité, il dira, en se montrant tout aussi critique que G. Ziebura trente ans plus tôt : « il s'agit d'un traité

6. G. Ziebura, *op. cit.* [5], p. 261.

7. F. Kersaudy, « De Gaulle et Adenauer, aux origines de la réconciliation franco-allemande », (Charles-de-gaulle.org).

8. H.-P. Schwarz, *Eine Entente élémentaire. Das deutsch-französische Verhältnis im 25. Jahr des Elysée-Vertrages*, avec une documentation de I. Kolboom, Bonn, DGAP, « Arbeitspapiere zur internationalen Politik », vol. 47, 1990, p. 17.

sorti du coma qui a connu un très mauvais départ et qui, après une très longue phase de disputes entre les deux partenaires, n'a finalement déployé ses forces que vingt ans (!) après sa signature⁹. » Compte tenu de la mythification officielle du traité à laquelle on assiste à intervalles réguliers depuis 1989, chaque fois qu'une commémoration s'impose, la critique de G. Ziebura exprimée en 1970 n'a rien perdu de son acuité : « la célébration de l'amitié franco-allemande fait partie, de chaque côté du Rhin, du rituel des discours du dimanche et des déclarations gouvernementales. Mais la routine peut tuer, au même titre que la rivalité¹⁰. »

Le prestige de la réconciliation franco-allemande se réduisait à l'époque à l'action aussi large qu'exemplaire de l'OFAJ, créé en juillet 1963. Ce dernier a marqué de son empreinte toute une jeune génération d'Allemands francophiles, dont je faisais partie. Les « discours convenus et ritualisés » n'avaient vraiment plus aucun intérêt pour nous. Le jeune étudiant francophile que j'étais n'a pas compris la polémique provoquée par l'ouvrage de G. Ziebura. Ce dernier avait pudiquement parlé dans son avant-propos de 1970 d'« esquisse », de simple « guide » destiné à alimenter le débat, tout en désignant lui-même avec une modestie empreinte de doutes (que peu de scientifiques partagerent à l'époque) les limites théoriques et empiriques de son livre. Or, pour moi et pour beaucoup d'autres, cette « esquisse » était en effet un « guide », au vrai sens du terme, qui m'a permis de dépasser mon idéalisme francophile théorique et affectif et de comprendre les rapports de force et les constellations d'intérêts qui animent les relations franco-allemandes. Saluons en particulier l'approche de G. Ziebura qui parvient à lier la chronologie du récit et l'histoire structurale en inscrivant le développement des relations franco-allemandes d'après-guerre dans le cours de l'Histoire. Le premier chapitre de l'ouvrage, une analyse admirablement concise de la « légende des ennemis héréditaires » et de « l'anatomie du conflit » (qui remonte loin au XIX^e siècle), m'a ouvert les yeux sur la profonde dimension historique de la coopération franco-allemande. Bien des années plus tard, devenu à mon tour professeur des universités, j'ai distribué des milliers de copies de ce chapitre introductif à mes étudiants, considérant cette entrée en matière comme une « lecture obligatoire » qui n'a jamais trouvé d'équivalent.

Cette lecture m'amena à me plonger dans d'autres articles et ouvrages de ce professeur ouest-berlinois qui m'était alors parfaitement inconnu. J'ai ainsi découvert un personnage qui, à l'époque,

9. G. Ziebura, *op. cit.* [5], p. 262.

10. G. Ziebura, *op. cit.* [4], p. 11.

n'était pas seulement l'un des analystes les plus intéressants et les moins conformistes des questions de politique et d'économie internationales, mais aussi un homme que l'on peut qualifier sans la moindre hésitation de « Nestor » de la civilisation française en Allemagne. Né en 1924, marqué par les aléas de la guerre (blessé, il y perdit un bras) et les toutes premières rencontres de jeunes Français et Allemands après 1945¹¹, il a publié, durant sa longue carrière universitaire (il a enseigné à Berlin, à Constance et à Brunswick), de nombreux ouvrages et articles scientifiques sur la politique, l'économie, l'histoire et la société françaises. Il a pris part au débat en tant que publiciste de renom, n'hésitant pas, quand il le fallait, à défendre des positions à contre-courant de la pensée dominante. Il était et demeure encore aujourd'hui un *intellectuel* libéral de gauche, au sens français du terme, ce qui n'était pas toujours bien vu en Allemagne de l'Ouest après la guerre¹².

Ainsi, la découverte de ses publications, en particulier les articles « *Interne Faktoren des französischen Hochimperialismus 1871-1914. Versuch einer gesamtgesellschaftlichen Analyse* » et « *Volksfront* »¹³, parus respectivement en 1971 et 1972, m'ont ouvert des perspectives inédites pour mes propres recherches. G. Ziebur fut en effet à l'origine, en Allemagne fédérale, d'une approche sociologique et économique radicalement nouvelle de la civilisation française. S'inspirant du concept d'« histoire totale » de l'école française des Annales, il s'est efforcé de développer une approche axée sur l'analyse de l'histoire socio-économique de la nation française. Il s'agissait à mes yeux de la « voie royale » dans le domaine de la recherche sur la France, dans la mesure où cette méthode parvenait à dépasser le cadre historiographique traditionnel, beaucoup trop étroit, qui privilégiait l'étude des processus politiques « stato-centrés » ; G. Ziebur, lui, s'est tout

11. G. Ziebur, *op. cit.* [5], p. 17.

12. Parmi ses travaux consacrés à la France qui m'ont marqué pendant mes années d'études, mentionnons en particulier : *Die deutsche Frage in der öffentlichen Meinung Frankreichs von 1911 bis 1914*, paru en 1955 ; la traduction de l'ouvrage de François Goguel, *Le régime politique français*, publié par G. Ziebur en 1956 sous le titre *Das französische Regierungssystem ; Die V. Republik. Frankreichs neues Regierungssystem* en 1960, suivi en 1967 de *Leon Blum et le parti socialiste 1872-1934*, paru chez Armand Colin en 1967 ; *Wirtschaft und Gesellschaft in Frankreich seit 1871* en 1975, suivi en 1979 d'un ouvrage magistral sur la France du XIX^e siècle, intitulé *Frankreich 1789-1870. Entstehung einer bürgerlichen Gesellschaftsformation*. Enfin, véritable *opus summum*, les principaux articles de G. Ziebur sur la France ont été rassemblés et édités par Adolf Kimmel en 2003 sous le titre *Frankreich. Geschichte, Gesellschaft, Politik. Ausgewählte Aufsätze*.

13. En français : « Facteurs internes de l'impérialisme français 1871-1914. Une analyse sociétale globale » et « Le front populaire ».

particulièrement intéressé à l'évolution des rapports de force socio-économiques en France¹⁴.

Mais il n'a pas seulement été un véritable maître d'œuvre de la recherche ouest-allemande sur la France ; il fut aussi un professeur qui a formé toute une génération de jeunes scientifiques. Cette « école Ziebura » a engendré de nombreux enseignants-chercheurs qui ont eu à leur tour des étudiants, devenus par la suite des experts, des professeurs et des chercheurs... Ainsi, pour la première fois depuis la République de Weimar, la recherche sur la France en Allemagne fédérale se développait de façon sérieuse, d'un point de vue scientifique, tout en ouvrant nombre de pistes nouvelles. Les recueils d'études publiés en hommage à G. Ziebura (ce que les Allemands appellent une *Festschrift*), à l'occasion de son 65^e anniversaire, témoignent de l'importance que ses collègues, étudiants et amis accordent à son œuvre et à l'homme qu'il est, lui qui a toujours respecté l'indépendance de ses « disciples » et dont l'engouement pour la « dispute scientifique » a également suscité le respect. Alfred Grosser, qui était loin d'être toujours d'accord avec G. Ziebura, dont il ne partageait pas la critique permanente du « manque de résultats », écrit ainsi : « Parfois on souhaiterait accepter l'idée que le "refus de se contenter", si nécessaire, n'exclut pas systématiquement la possibilité d'être content. Ce qui importe avant tout, c'est cette exigence permanente, basée sur une approche éthique qui, entre autres, a suscité la sympathie et l'admiration des auteurs qui ont accepté de participer à cet ouvrage en hommage à Gilbert Ziebura¹⁵. »

Jamais plus il n'y eut une telle « pépinière » académique dans le domaine de la recherche allemande sur la France. Permettez-moi, là encore, de faire quelques remarques personnelles pour mieux expliquer mon propos. Ce fut en effet Roland Höhne, l'un de ses anciens élèves et mon maître de conférences à l'Institut Otto-Suhr lorsque je poursuivais mes études à l'Université libre de Berlin, qui m'a initié à la vision « zieburiste » des choses. C'est donc la « pensée zieburiste »

14. Cf. à ce propos son introduction « (Um)Wege zu einer sozialwissenschaftlichen Frankreichforschung », in G. Ziebura et A. Kimmel (dir.), *Frankreich. Geschichte, Gesellschaft, Politik. Ausgewählte Aufsätze*, op. cit. [12].

15. Cf. A. Grosser, « Gilbert Ziebura », in H. Elsenhans, G. Junne, G. Kiersch et B. Pollmann (dir.), *Frankreich – Europa – Weltpolitik. Festschrift für Gilbert Ziebura*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1989, p. 17-21 (21). (Texte allemand original : « Manchmal möchte man mehr Einsicht in die Tatsache haben, dass das notwendige Sich-nicht-Zufriedengeben keineswegs ein Zufriedensein ausschließt. Das Wesentliche jedoch ist dieses ständige, ethisch begründete Fordern. Nicht nur das, doch vor allem dies hat Gilbert Ziebura die Zuneigung und Bewunderung eingebracht, die alle Autoren dieser Festschrift veranlasst haben, an der Ehrung teilzunehmen. »)

qui a transformé le jeune étudiant en romanistique que j'étais alors, « à la recherche de la France introuvable », en un chercheur qui a su adjoindre à son empathie pour la France une bonne dose d'analyse critique. Mais surtout, le contact entre G. Ziebura et « ses disciples » n'a jamais été rompu. S'étant vu entre-temps offrir une chaire à l'Université de Constance puis à Brunswick, il n'a pas manqué de se rendre régulièrement aux conférences qui réunissaient chaque année les chercheurs ouest-allemands spécialistes de la France à l'Institut franco-allemand de Ludwigsbourg dans les années 1980. Ses interventions dans ce cadre d'experts ont toujours été passionnées et sortaient de l'ordinaire. Refusant la logique de la *Realpolitik*, G. Ziebura s'efforçait chaque fois d'être visionnaire, suscitant bien des controverses s'il le fallait, tout en allant au fond des choses. On se serait bien ennuyés parfois sans ses interventions, d'autant qu'il n'appartenait pas au cercle des « autorités » qui quittent les lieux aussitôt leur exposé fini. Ce n'était pas son genre. Il préférait au contraire rester, discuter avec « les jeunes » et faire la fête le soir. C'est d'ailleurs lui qui fut aussi en partie à l'origine du lancement, en 1988, par l'Institut de Ludwigsbourg, du *Frankreich-Jahrbuch. Politik, Wirtschaft, Gesellschaft, Kultur*. Pendant quelque temps, il a assuré la coédition de cette publication qui, une fois par an, fait le point sur l'évolution politique, économique, sociale et culturelle de la France – avant de céder sa place au sein du comité d'édition à un chercheur plus jeune – moi-même –, ce qui en dit long sur le personnage.

Mais comme beaucoup d'autres, j'attendais de sa part une actualisation et donc une deuxième édition de son ouvrage de 1970 sur les relations franco-allemandes. Certes, et fort heureusement d'ailleurs, un très grand nombre d'analyses, d'articles et d'ouvrages collectifs ont été consacrés à cette problématique depuis le début des années 1980, témoignant de la force durable qui émanait enfin, vingt ans après sa signature, de ce traité de l'Élysée que H.-P. Schwarz, nous l'avons dit, avait qualifié de « comateux » en raison d'un départ totalement raté, dû à une profonde mésentente entre les deux pays. Mais il manquait toujours une analyse globale et originale, s'inspirant de l'approche de G. Ziebura et traitant toute la période allant de 1945 au processus de Maastricht, en passant par l'unification allemande. En 1997, ce fut chose faite. Comblant le manque, G. Ziebura, professeur émérite depuis 1992, finit par publier une deuxième édition entièrement révisée et actualisée de son histoire des relations franco-allemandes parue en 1970. Cette nouvelle édition compte six chapitres de plus et le double de pages. Il s'agit d'un *opus magnum* que j'ai utilisé pendant des années pour tous mes cours et séminaires de romanistique à l'Université de Dresde, l'érigéant en lecture obligatoire. La nouvelle édition n'avait rien perdu

de son souffle épique ni de son rythme narratif. Témoin critique de son époque – aussi bien dans les années 1970 (1^{re} édition de son livre) que dans les années 1990 (2^e édition) –, G. Ziebura met constamment en exergue « le potentiel » propre aux relations franco-allemandes, en le mesurant à la « réalité effective » de l'état de ces dernières. L'une de ses principales forces, qui réside dans sa capacité à établir des liens entre la dimension politique et la dimension économique, entre l'analyse du contexte interne et celle du contexte international, se reflète de façon exemplaire dans le chapitre X (« Des politiques anti-crise »). Ce dernier, qui constitue l'une des pièces maîtresses de l'ouvrage et dont des passages entiers font directement écho à la crise économique et financière actuelle, traite de la coopération (heureuse) entre Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing dans le contexte des deux chocs pétroliers. Or, toute personne désireuse de comprendre pourquoi nous sommes confrontés, en 2012, à un décrochage économique franco-allemand, pourquoi la France, à la différence de l'Allemagne, souffre d'une « désindustrialisation violente¹⁶ », doit lire ce chapitre. Celui-ci nous livre une analyse remarquable des réactions respectives des deux pays face à la crise de 1979, un cas d'école tristement révélateur de ce qui nous sépare. Comme l'écrit G. Ziebura, cet exemple montre que « les deux pays ont réagi chacun à leur manière à la crise économique et mondiale, leurs choix accentuant d'abord certaines caractéristiques spécifiques de leurs systèmes sociaux et politiques respectifs, malgré le rapprochement ponctuel de leurs politiques économiques¹⁷. »

La tonalité critique de la première édition est tout aussi présente dans celle de 1997. Mais, une fois de plus, cette approche ne rencontra pas l'écho que l'auteur avait espéré. Bien au contraire, la maison d'édition alla même jusqu'à refuser de réimprimer l'ouvrage une fois que celui-ci fut épuisé, comme G. Ziebura l'indique dans son autobiographie. Cela témoigne une fois de plus des risques encourus par le porteur de mauvaises nouvelles lorsque ceux à qui il s'adresse ne veulent rien entendre. Or, s'il se montre à bien des égards très critique vis-à-vis de lui-même dans son autobiographie de 2009, G. Ziebura, dans sa façon d'analyser les relations franco-allemandes, persiste et signe. Ainsi, il écrit :

Depuis Maastricht, les deux États n'ont élaboré d'initiative commune sur aucune question internationale de premier plan – une situation fort bien dissimulée derrière une routine parfaitement huilée. Mais, de toute façon, dans une Europe à 27 (et bientôt plus), le bilatéralisme

16. Ch. Saint-Étienne, « À la recherche du “modèle” Hollande », *L'Express*, 25 juillet 2012, p. 28.

17. G. Ziebura, *op. cit.* [4]. Cf. le chapitre « Des politiques anti-crise » du présent ouvrage.

franco-allemand ne peut qu'apparaître hégémonique et par conséquent se retourner contre Paris et Berlin. À vrai dire, compte tenu des dilemmes spécifiques auxquels les deux pays sont confrontés, ils donnent chacun l'impression de naviguer à vue, d'être réactifs à défaut de pouvoir se montrer proactifs et de mener une « *Realpolitik* » qui n'est plus à même de venir à bout des menaces croissantes qui pèsent sur le monde dans lequel nous vivons. Il semble que les dirigeants des deux pays sont dépassés par les problèmes auxquels ils se heurtent – une situation qui exige de se fixer des objectifs allant au-delà d'une politique des « petits pas » pragmatique¹⁸.

Face à l'abîme qui s'ouvre sous nos yeux dans le contexte de la crise de la zone euro, cette mise en garde est tout à fait appropriée. Et compte tenu de ce que l'on peut lire dans la presse allemande au sujet des relations franco-allemandes, qualifiées de « mariage terne et sans allant » par la *Berliner Zeitung* à la veille du voyage d'Angela Merkel à Reims, la critique de G. Zieburra ne me paraît ni exagérée ni destructive.

Mais si la crise de la construction européenne et le refroidissement de la relation franco-allemande lui donnent aujourd'hui indéniablement raison, G. Zieburra est loin de s'en réjouir. Ainsi écrit-il dans la conclusion de son autobiographie :

Je me suis toujours engagé, corps et âme, en faveur des relations franco-allemandes, de l'idée de la construction européenne, de la lutte pour la justice sociale et la démocratie en tant que fondement d'une société civile critique et vivante, mais aussi en faveur du développement d'une science politique à même de rendre les structures de gouvernance plus transparentes et d'anticiper les changements qui sont nécessaires. Mais je me suis également toujours tenu un peu à l'écart, gardant une certaine distance qui m'a permis de dénoncer des évolutions sociétales négatives – notamment lorsque celles-ci risquent de basculer dans la routine, sans susciter le moindre effort d'introspection et s'accommodant des acquis, alors que la gravité des ruptures dans le monde d'aujourd'hui exige que l'on prenne des décisions courageuses à la hauteur de la situation et sur la base d'une pensée nouvelle¹⁹.

Un credo qui est aussi le leitmotiv de ses nombreux élèves et amis ! Je ne peux donc que saluer l'initiative du Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa), ancré au sein de l'Institut français des relations internationales (Ifri), qui a fait traduire l'ouvrage de G. Zieburra à l'occasion du 50^e anniversaire du traité de l'Élysée, permettant ainsi à un public français non germanophone de découvrir enfin ce très

18. G. Zieburra, *op. cit.* [5], p. 386.

19. *Ibid.*, épilogue, p. 388.

grand livre. Certes, nous disposons aujourd’hui, grâce aux publications récentes de Corine Defrance et Ulrich Pfeil d’une part et d’Hélène Miard-Delacroix d’autre part de deux ouvrages extrêmement solides, enrichissants et fondés sur un vrai travail d’analyse des archives²⁰. Mais ces derniers s’inscrivent dans une série de onze tomes sur l’histoire des relations franco-allemandes depuis le Moyen Âge, soit dans un cadre conceptuel spécifique. Si leur valeur sur le plan à la fois scientifique, historique et intellectuel ne fait évidemment aucun doute, ils ne peuvent être comparés aux monographies et articles de témoins de leur époque comme Alfred Grosser, Joseph Rovin ou Gilbert Ziebura, qui portent un regard bien à eux sur les événements qu’ils analysent et dont l’objectif a aussi toujours consisté à nous délivrer un message. Enfin, il est tout à fait dans la tradition d’un *think tank* franco-allemand comme le Cerfa de ne pas accepter certaines évolutions dans les relations entre nos deux pays, « dès lors qu’elles risquent de basculer dans la routine »...

Le dernier chapitre de l’édition de 1997, intitulé « *Am Scheideweg* » (« À la croisée des chemins ») n’a pas été traduit, car il s’agit d’une conclusion sous forme de « mise en perspective ». Certains événements pronostiqués par l’auteur se sont hélas partiellement produits, mais évidemment sous une forme qu’il ne pouvait imaginer en 1997 – on pense notamment au référendum français de 2005 sur le traité constitutionnel européen. Retenons néanmoins de ce dernier chapitre une citation qui est aujourd’hui – alors que nous traversons une période difficile bien plus grave qu’une simple crise monétaire ou une crise de la dette – plus que jamais d’actualité. Car cette citation met en exergue les différences d’approche fondamentales qui perdurent entre Paris et Berlin :

Plus on compare les positions de base des deux pays, plus on se rend compte à quel point elles divergent – même sans prendre en considération les éléments paradigmatiques. D’où la nécessaire acceptation de compromis formels, la permanence d’arrière-pensées, et, enfin, la difficulté à trouver une voie nouvelle et autonome à mi-chemin entre la souveraineté et l’intégration, entre l’État et le marché, entre la politique, l’économie et l’écologie. [...] Les deux pays ne pourront aspirer à assumer un *leadership* que si nos gouvernements, nos acteurs et nos cadres politiques et sociaux parviennent à fixer des orientations fondamentales, grâce à des discussions franches et ouvertes. Sinon, le « tandem » franco-allemand aura définitivement raté sa chance historique²¹.

20. Cf. C. Defrance et U. Pfeil, *Entre guerre froide et intégration européenne. Reconstruction et rapprochement 1945-1963*, Villeneuve d’Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2011, et H. Miard-Delacroix, *Le Défi européen*, Villeneuve d’Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2011.

21. G. Ziebura, *op. cit.* [4], p. 417 (souligné par G. Ziebura), cf. également p. 416.

Si ces lignes auraient pu être écrites aujourd'hui, d'autres passages de ce dernier chapitre ont été depuis partiellement démentis par les faits – mais qui, parmi nous, oserait prédire ce que l'avenir même proche nous réserve ? Par conséquent, le Cerfa, au lieu de le reproduire, a préféré élaborer un deuxième ouvrage, collectif cette fois-ci, consacré à la même thématique mais couvrant la période de l'après-Maastricht jusqu'à nos jours. Également publié par les Presses universitaires de Bordeaux, celui-ci s'inscrit dans la tradition intellectuelle de G. Ziebur et fait en même temps suite à ses travaux, assurant ainsi une parfaite continuité entre 1945 et 2012. Il propose une réflexion franche et critique sur l'état des relations entre nos deux pays et leur rôle au sein de l'Union européenne. Les auteurs de ce deuxième ouvrage reviennent en détail sur un grand nombre de sujets qui posent problème à la France et à l'Allemagne afin de dégager des pistes de réflexion communes : la réforme des institutions européennes, la montée des résistances à l'Europe, l'élargissement à l'Est, la coopération en matière de défense, la crise de l'euro, la crise économique, les défis de la globalisation, le nucléaire civil, les relations socioculturelles et la perception de « l'Autre » cinquante ans après la signature du traité de l'Élysée. Il s'agit certes, d'un point de vue méthodologique, d'une approche qui n'est pas celle d'une « histoire totale » issue de la plume d'un auteur *unique*. Faute de temps, la « dictature du court terme », déplorée par G. Ziebur²², oblige parfois les experts à diviser la science en plusieurs fragments qu'ils se répartissent. Qu'il en soit ainsi. Mais pour les lecteurs que nous sommes, les grands œuvres conçus par de vrais visionnaires restent un objet de désir. Ainsi, je suis convaincu que la monographie de G. Ziebur trouvera un lectorat reconnaissant. Que le Cerfa en soit remercié !

Prof. Dr. Dr. h.c. Ingo Kolboom,
Dresde, le 6 août 2012.

22. « (Um)Wege zu einer sozialwissenschaftlichen Frankreichforschung », *op. cit.* [14], p. 19.

Quelques leçons tirées de l'Histoire

La légende de « l'ennemi héréditaire »

Des leçons tirées de l'Histoire ? Ne serait-il pas mieux, au contraire, d'oublier ce qu'Allemands et Français se sont infligé tout au long de leur funeste histoire ? Une histoire dont les motivations ne sont de toute façon plus guère compréhensibles ? On ne peut cependant se défaire du passé comme d'une vieille peau, pas plus que l'on ne peut refouler la conscience historique. L'Histoire est une expérience dont on ne peut faire l'économie, sans laquelle toute tentative de se comprendre ou de se déterminer est vouée à l'échec. Si l'on considère les rapports entre Allemands et Français, l'Histoire est aussi un défi auquel il est nécessaire de répondre avant d'entreprendre toute action. Cela signifie qu'il est indispensable de rendre transparentes la genèse, puis la nature du conflit qui a caractérisé dans le passé les relations entre les deux peuples. Seul cet acte de rationalisation permet de se libérer du fardeau de l'Histoire, mieux encore, de le rendre fertile en en faisant le point de départ d'une véritable émancipation.

Il faut donc avant tout mener une réflexion critique afin de dépasser les représentations historiques biaisées qui ont généré, dans le domaine des relations franco-allemandes, un effet d'endoctrinement particulièrement destructeur. L'une de ses conséquences les plus tristes est l'idéologie de « l'ennemi héréditaire ». L'expression elle-même a quelque chose d'effrayant. Ne signifie-t-elle pas que l'antagonisme entre les peuples français et allemand est une fatalité, le résultat de « la nature des choses », une réalité inéluctable qu'il convient d'accepter et qui nous accompagnera dans la vie comme dans la mort ? Le national-socialisme, à l'origine de tels errements collectifs, a-t-il jamais apporté une preuve plus éclatante de son incapacité à trouver une solution rationnelle aux conflits, qui est pourtant la raison d'être de toute politique ? Il n'est donc guère étonnant que cette démission ait coûté cher. Si cher qu'il est encore difficile aujourd'hui de mesurer l'étendue des conséquences que la catastrophe de 1945 a eues sur l'Allemagne, la France et l'Europe.